

# La voix de l'opposition de gauche

## A propos de la Libye et de la Côte-d'Ivoire

**Le 1<sup>er</sup> avril 2011.**

Il est minuit ici, la suite demain matin. En attendant je vous ai mis en ligne des articles d'horizons divers, dont leurs auteurs ont tous pris position contre l'intervention impérialiste en Libye. C'est un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un site Internet dans lequel figuraient les titres de différents articles.

Ne voulant pas me contenter de lire l'article qui figurait à l'écran, j'ai ouvert et lu d'autres articles par curiosité pour en savoir un peu plus sur la tendance, les intentions et le sérieux des idées soutenues par ce site. J'aurais pu me contenter du premier qui mêle vérités et mensonges grotesques présentant Kadhafi comme le sauveur de l'Afrique, pour ainsi dire un bienfaiteur de l'humanité, un saint homme pour son peuple qui l'adore forcément, car cela tourne parfois à la caricature.

Autant je partage en grande partie leurs arguments sur les intentions réelles de la coalition impérialiste qui intervient en Libye, je dénonce une manipulation manifeste des faits qui consiste tout d'abord par nier la véritable nature du régime de Kadhafi, pour ensuite nier qu'un soulèvement spontané se serait produit à Benghazi et dans d'autres grandes villes du pays, pour finir par apporter un soutien inconditionnel au dictateur en place depuis 42 ans en Libye, pays dans lequel il faut rappeler, les syndicats et les partis politiques sont interdits. Si j'en trouve le temps je me livrerai à la critique d'un ou plusieurs de ces articles.

En ce qui me concerne, selon le soutien que les masses libyennes apporteront ou non à la révolution en cours dans le pays dans les jours qui viennent, si ce soutien prenait de l'ampleur je maintiendrais ma position, dans le cas contraire, j'inviterais les révolutionnaires à organiser la retraite dans l'ordre, afin peut-être d'éviter d'être inutilement décapités par le régime dans tous les sens du terme, autrement dit je retirerais mon soutien à cette expérience qui courrait à un désastre politique, car il n'est pas possible de renverser un dictateur sans l'adhésion de l'immense majorité de la population et de gagner une révolution si elle n'est pas organisée, sans direction et orientation politique.

Il est vrai qu'on pourrait toujours estimer que chasser par n'importe quel moyen Kadhafi permettrait par la suite d'envisager l'avènement d'un régime plus démocratique qui permettrait après à la lutte des classes de se développer, à la classe ouvrière de s'organiser indépendamment de l'Etat, même s'il nous répugne de penser que cette avancée démocratique aurait été obtenue par le biais d'une intervention militaire de l'impérialisme, c'est là un des terribles dilemmes de cette histoire, une histoire pleine de paradoxes qui nous joue un sale tour en nous demandant de nous prononcer entre deux positions qui comportent des avantages et des inconvénients et dont aucune n'est pleinement satisfaisante, un peu comme si on nous demandait de prendre position dans une histoire qui ne nous concerne pas.

Il est facile de déclarer : que les libyens se débrouillent entre eux, c'est à eux que revient de prendre leur avenir en mains, quand manifestement on s'aperçoit après 42 ans de dictature qu'ils n'en sont toujours pas capables. Nous non plus après 53 ans de Ve République, ce qui devrait nous inciter à faire preuve de davantage de modestie. Je constate que dans les deux camps, ceux qui sont favorables à cette intervention militaire et ceux qui sont farouchement contre, on rencontre autant d'arguments fabriqués de toutes pièces ou foireux d'une mauvaise foi incroyable. C'est à cette occasion qu'on s'aperçoit de la faculté limitée de discernement de la plupart des gens, de la dynamique ou de la dialectique qui opère dans la lutte des classes. Nous ne nous intéressons qu'à ceux qui sont contre cette intervention militaire, ceux qui l'approuvent ne nous intéressent pas ici, bien qu'ils ne méritent pas d'être méprisés.

Je n'adopte pas une posture ou je ne cherche pas à me démarquer absolument des autres courants politiques, je me demande seulement pourquoi des dirigeants si sûr de la position qu'ils défendent, ressentent le besoin de recourir à des méthodes malhonnêtes pour les justifier, à de grossiers mensonges ou à procéder par abstractions successives ou encore à comparer des situations sans prendre la peine de s'assurer que les principaux facteurs se présentent bien de la même manière. Cela n'interpelle pas ou ne choque pas la plupart des militants apparemment. Après tout je n'en sais rien, j'ai peu d'échos en retour.

Ce qui distingue ma position de celle de la plupart des camarades, c'est qu'ils ont estimé que le sort de la révolution libyenne était scellé une fois pour toute pour ainsi dire dès le départ des bombardements de la coalition impérialiste, alors que j'ai estimé qu'il fallait un peu plus de temps avant de se prononcer, et qu'il fallait peut-être lui donner l'opportunité, par un détour aussi curieux qu'inattendu de l'histoire, de vaincre Kadhafi. Beaucoup d'arguments avancés par les uns et les autres sont à mesurer au regard des avantages ou des inconvénients que le prolétariat libyen peut ou pourra en tirer dans le présent ou dans l'avenir. En procédant de la sorte on met absolument tout sur la table et pas seulement ce qui nous arrange ou va dans le sens de la position que l'on défend avant même d'avoir réfléchi à la situation ou d'être en possession de suffisamment d'éléments pour se faire une idée précise de la situation, car c'est bien ainsi que les choses se sont passées, aussi incroyable que cela puisse paraître.

Le plus pitoyable encore c'est l'hypocrisie et le manque de courage dont ont fait preuve jusqu'à maintenant, disons les opposants déclarés à cette intervention militaire qui aurait pu faire basculer la révolution en faveur des masses qui s'étaient soulevées, si certaines conditions avaient été réunies ou avaient évolué favorablement, ce qui ne semble pas ou plus le cas aujourd'hui. On ne l'a pas encore évoqué ensemble, mais lors d'une révolution chaque minute compte, son sort tient souvent à peu de choses, à des concours de circonstances favorables, du jour au lendemain l'état d'esprit des masses peut se renverser, à la moindre hésitation ou erreur d'appréciation de la situation vous pouvez perdre en un instant tout le terrain conquis pendant de longues semaines de combats, ne dit-on pas non plus que rien n'est jamais acquis en la matière, vous croyiez tenir la victoire au bout des bras et finalement vous encaissez une défaite aussi soudaine que violente. Sincèrement, lequel d'entre vous avait cela à l'esprit en permanence chaque heure qui passait depuis le début de la révolution libyenne, tout en analysant l'évolution de la situation et du rapport des forces en Libye, afin de déterminer avec le plus de précision possible dans quel sens pouvait évoluer cette révolution, ses chances de triompher ou le risque d'être défaite ? Pour employer un vocabulaire moderne, la révolution est une question de conscience et de détermination, d'organisation, mais aussi de timing, un peu comme la fenêtre de tir pour envoyer un satellite dans l'espace. Je ne veux pas brûler les étapes, mais il semblerait que la fenêtre qui aurait pu permettre à la révolution de l'emporter s'est hélas refermée. Et là je rejoins les camarades, ce qui va compter pour la suite, ce sera la mobilisation contre notre propre bourgeoisie et la coalition impérialiste, qui en finissant par détruire le pays contribuera à renforcer le pouvoir de Kadhafi, lui laissant par la même occasion les mains libres pour mater dans un bain de sang la rébellion.

Si demain je modifiais ma position, j'expliquerais pourquoi ou les explications que je viens de fournir suffiraient, je ne me défilerais pas en me justifiant au nom de grands principes, non, j'annoncerais publiquement que je ne soutiens plus cette révolution qui a avorté faute de combattants et d'organisation, de direction politique pour lui donner une chance de vaincre, qu'elle s'apparente désormais à une aventure tragique conduisant inutilement à une répression féroce, qu'il faut savoir se replier en ordre quand la situation l'impose en attendant des jours meilleurs pour repasser à l'assaut du régime de Kadhafi, que la jeunesse révolutionnaire tire les leçons de cette expérience et construise son parti, dans la clandestinité et l'illégalité, patiemment, lentement, comme l'araignée tisse sa toile pour y piéger sa proie.

Il est 2h25 du matin, j'arrête là. C'est au moment où je devrais aller me reposer que je suis le plus en forme, voilà encore un paradoxe impossible à gérer ! A tout à l'heure pour les infos en bref.

### **Le 1er avril à la mi-journée.**

Comme apparemment des militants pourraient être tentés d'adhérer aux arguments présentés par les admirateurs de Kadhafi et son régime dans les articles que j'ai mis en ligne hier très tard dans la soirée (à 2h30 du matin chez moi en Inde), je ne dis pas cela pour le camarade qui m'a fourni l'adresse de ces articles je tiens à le préciser, en les reprenant un par un je les démonterai dans la mesure où je n'aurai pas à me lancer dans de longues et laborieuses recherches, ce qui sera relativement facile à première vue. Ces articles ou prises de position sont le fait de gens sur lesquels j'ignore tout, je préfère que vous le sachiez. Mais il y a pire, dans nos rangs cette fois, passons sur les positions épouvantables du NPA ou du PG qui en appellent à l'Union européenne ou à l'ONU.

Le POI où l'escalade dans l'opportunisme et le soutien au colonel Kadhafi.

1- A la fin du communiqué de Louisa Hanoune et Daniel Gluckstein, au nom de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, daté du 5 mars 2011 (IO n°139), on pouvait lire : "*Pour l'arrêt de la répression contre le peuple libyen !*"

2- Dans le communiqué du POI daté du 18 mars 2011 (IO n°141), ce mot d'ordre avait disparu, il a cédé la place à l'« *Arrêt immédiat de l'intervention militaire contre la Libye !* ».

3- Et dans le IO n°142, le soulèvement révolutionnaire qui a démarré en Libye aux alentours du 17 février en réponse à la répression féroce dont a fait preuve Kadhafi à la suite de manifestations pacifiques, à ma connaissance la première ou l'une des premières manifestations a été celle de femmes sur des revendications sociales, est carrément nié à deux reprises dans un article signé Lucien Gauthier, qui pour ne pas se mouiller a préféré employer des guillemets pour l'évoquer, 1- les « *insurgés* » ; 2- « *l'insurrection* », assimilant indistinctement les combattants révolutionnaires libyens à une "*milice*" (tout comme ailleurs les combattants de la résistance afghane à des Talibans), autrement dit n'ayant pas grand chose ou rien à voir avec le prolétariat libyen, c'est en tout cas ce que sous-entend son article, méthode commune au dictateur au pouvoir. (les pages de ces trois numéros d'*Informations ouvrières* sont à la disposition des militants dans la *Tribune libre* du site)

Bref, on ne trouve plus trace de critiques de Kadhafi et son régime honni des masses libyennes que sous forme d'allusions en passant, alors qu'il est le principal responsable de l'intervention militaire de la coalition impérialiste en Libye pour avoir maintenu son peuple dans la pauvreté ou l'indigence, tout en lui interdisant la moindre concession sur le plan politique et réprimant dans le sang toute tentative de faire valoir son droit à la liberté d'expression et d'organisation.

Ainsi, le POI n'a pas seulement pris position contre l'intervention militaire impérialiste en Libye, il a pris délibérément position en faveur du bourreau du peuple libyen au pouvoir depuis plus de quatre décennies.

On voudrait qu'on nous explique pourquoi il ne serait pas possible de défendre une position qui soit à la fois contre l'impérialisme, contre Kadhafi et contre le CNT installé à Benghazi, pour la défense de la révolution libyenne ?

Parce que cela serait difficilement saisissable par les militants du POI ? Mais alors s'ils en étaient à ce point-là, ils seraient capables de comprendre quoi au juste à la situation en Libye et ailleurs, en France par exemple ? Il est vrai qu'en France le POI rencontre toutes les difficultés du monde à ne pas se positionner par rapport aux appareils, à se positionner strictement sur le terrain des besoins collectifs des travailleurs. On retrouve le même travers ici en plus accentué encore ou quand l'opportunisme dans sa forme social-patriote et le gauchisme se rejoignent. Apparemment, à la lecture des derniers numéros d'*Informations ouvrières*, les dirigeants du POI rencontrent tellement problèmes avec leurs propres militants ou sympathisants pour justifier leurs positions qu'ils en arrivent à publier dans la tribune libre de leur journal des articles qui les critiquent, ils ne sont pas devenus des adeptes de la démocratie, ils ne peuvent tout simplement plus faire autrement, d'ailleurs on se demande pourquoi la crise qui traverse tous les partis épargneraient par miracle le POI, un parti bourré de contradictions.

Pour nous, le mot d'ordre : A bas l'impérialisme, A bas Kadhafi et A bas le CNT, Vive la révolution prolétarienne libyenne ne pose aucun problème, que l'on maintienne notre position ou qu'elle évolue dans les jours qui viennent, il demeurera valable. Pour être tout à fait honnête, nous avons ajouté *A bas l'impérialisme* pour tenir compte du développement de la situation en fonction des derniers éléments en notre possession sur ce qui se passe véritablement en Libye. Bien que ce ne soit pas un jeu et que je ne sois pas joueur, comme au poker, jusqu'à présent nous étions curieux de voir quelles seraient les conséquences des bombardements de la coalition impérialiste sur le rapport de forces entre le camp de la révolution et celui du régime, nous avons vu et nous adaptions notre mot d'ordre, mais sans épargner pour autant le dictateur au pouvoir dont le renversement demeure l'objectif, demain ou plus tard quand les conditions subjectives seront réunies.

Reconnaissons que sur cette question libyenne plus compliquée que les questions tunisienne ou égyptienne, comme on dit en anglais, on est *on the edge*, sur le fil du rasoir, il suffit de peu de chose, d'un mot ou de l'absence d'un mot, pour basculer dans le camp de l'impérialisme ou de Kadhafi, c'est peut-être ce qui a effrayé plus d'un militant qui ne l'a pas très bien saisi. Par certains aspects la situation en Libye est inédite, ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de définir une position qui correspond au mieux aux intérêts du prolétariat libyen, de la région, mondial.

**Parole d'internaute.**

- "Ok d'accords c'est un pur hasard si les forces de l'ONU prennent le contrôle de l'aéroport, que simultanément les soldats français protègent les quartiers "européens" de la capitale et que les forces pro Ouattara attaquent la capitale, c'est aussi crédible que les marmottes qui emballent le chocolat..."

Au même moment, la France a appelé jeudi Laurent Gbagbo à entendre les appels qui lui ont été lancés "*de manière massive et claire*" à partir. (Reuters 31.03)

En Libye, Sarkonapoléon attaque Kadhafi parce qu'il avait manifesté son intention de commercer davantage et vendre de préférence son pétrole à la Chine, à la Russie et à l'Inde, des concurrents directs des impérialismes français, britannique et américain, sous le prétexte qu'il abusait de la force contre une partie de la population libyenne, autrement dit, qu'il outrepassait ses droits de président et que cette action contre son peuple était illégitime.

En Côte-d'Ivoire, Sarkonapoléon soutient Ouattara qui s'est déclaré président élu après que la commission électorale qui lui était favorable a rendu public les résultats du second tour des élections présidentielle, Commission électorale qui selon la Constitution ivoirienne n'avait pas le pouvoir de le proclamer président, ce pouvoir revenant au Conseil constitutionnel après vérification du bon déroulement du scrutin, qui en tenant compte des fraudes électorales constatées notamment dans le fief d'Ouattara dans le nord du pays, avait finalement proclamé Gbagbo élu président.

Donc si l'on s'en tient strictement à l'application de la Constitution ivoirienne en vigueur au moment de cette élection présidentielle, la Commission électorale n'a pas outrepassé les pouvoirs qu'elle lui concède, c'est Ouattara qui en s'appuyant sur les résultats qu'elle a fourni au lieu de s'en tenir à ceux fournis par le Conseil constitutionnel, a délibérément violé la Constitution. Peu importe pour le va-t-en-guerre Sarkozy que la Constitution ait été bafoué par Ouattara et qu'il ait mené la Côte-d'Ivoire au bord de la guerre civile, le prétexte "humanitaire" qui prévaudrait pour justifier l'attaque contre Kadhafi n'a pas le droit au chapitre ici, puisque la bande de gangsters qui siègent au Nations Unis et l'impérialisme américain en tête avaient décidé d'avance lequel des deux candidats devrait être le prochain président de la Côte-d'Ivoire.

On est bien d'accord que Gbagbo est une fripouille qui ne vaut guère mieux que Ouattara. L'analyse des faits sert juste à démontrer que l'hystérique du Palais a une conception à géométrie variable de la démocratie, du respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté des Etats, en fonction des intérêts matériels de l'impérialisme français notamment, à ce titre il est également responsable des massacres qui ont été commis en Côte-d'Ivoire au cours des dernières semaines et qui risquent de s'amplifier dans les heures ou les jours à venir.

Après que Sarkozy s'est essuyé les pieds sur la Constitution ivoirienne, on peut constater qu'il soutient ouvertement l'entreprise guerrière entreprise par Ouattara pour déloger Gbagbo du pouvoir, alors qu'il a refusé à Kadhafi d'employer les mêmes moyens pour se maintenir au pouvoir, simple constat. Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, que les Ivoiriens s'entretenant le laisse complètement indifférent.

Notre propos n'a évidemment pas pour objet de soutenir Ouattara ou Gbagbo, Kadhafi ou le CNT installé à Benghazi, mais de démontrer que dans un cas, en Côte-d'Ivoire, Sarkozy accorde le droit à une rébellion (soutenu par l'ONU, l'UE et le FMI) de déloger du pouvoir par la force un président déclaré légitime selon la Constitution de ce pays, et que dans le cas de la Libye il ne reconnaît pas à un président en place la légitimité de mater une rébellion qui use de la force pour le renverser, peu importe ici la nature du régime de Kadhafi, sans que cette contradiction ne le gêne le moins du monde, lui et ses semblables ne sont-ils pas les maîtres du monde, donc du continent africain, de ses richesses ?

De notre côté, nous reconnaissons au peuple libyen la légitimité de s'organiser et de s'armer pour renverser le tyran au pouvoir depuis 42 ans, à condition toutefois que les conditions soient réunies pour avoir une chance de le vaincre et d'instaurer un régime plus démocratique, à défaut de pouvoir instaurer un Etat ouvrier dans l'immédiat.

Dans le cas de la Côte-d'Ivoire, sachant que ni Ouattara ni Gbagbo ne pouvaient représenter les intérêts des masses laborieuses dans ce pays, aucune des solutions qui auraient pu émerger pour éviter un affrontement sanglant entre les deux camps n'aurait été satisfaisante. Cependant, parmi les scénarii possibles pour éviter une nouvelle guerre civile au peuple ivoirien, on aurait pu imaginer un partage du pouvoir, sauf qu'il était inconcevable partant du principe que Gbagbo avait semble-t-il décidé de suivre - en fait de précéder Kadhafi

en privilégiant une collaboration économique avec des concurrents de l'impérialisme français et américain, perspective que ces derniers ne voulaient pas entendre parler évidemment, d'où le diktat qu'ils lui ont adressé : quitter le pouvoir ou vous serez renverser par la force, ce qui est en train de se produire aujourd'hui.